

TRADEMARK ASSIGNMENT

Electronic Version v1.1
 Stylesheet Version v1.1

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT
------------------	----------------

NATURE OF CONVEYANCE:	SECURITY PLEDGE
-----------------------	-----------------

CONVEYING PARTY DATA

Name	Formerly	Execution Date	Entity Type
AONIX SA		07/13/2005	CORPORATION: FRANCE

RECEIVING PARTY DATA

Name:	ETV CAPITAL S.A.
Street Address:	123 AVENUE DE LA FAIENCERIE, L-1511
City:	LUXEMBOURG
State/Country:	LUXEMBOURG
Entity Type:	CORPORATION: LUXEMBOURG

PROPERTY NUMBERS Total: 6

Property Type	Number	Word Mark
Serial Number:	75355766	PERC
Serial Number:	74598667	OBJECTADA
Serial Number:	73724180	SOFTWARE THROUGH PICTURES
Serial Number:	73769814	ADAWORLD
Serial Number:	75382386	RAVEN
Serial Number:	75382389	RAVEN

CORRESPONDENCE DATA

Fax Number: (858)546-1188
Correspondence will be sent via US Mail when the fax attempt is unsuccessful.
 Phone: 858-546-1122
 Email: CARLOS.DEQUINA@CVLLAWFIRM.COM
 Correspondent Name: CAMPBELL VOLK & LAUTER C/O J. VANDEGRIFT
 Address Line 1: 5040 SHOREHAM PLACE SUITE 150
 Address Line 4: SAN DIEGO, CALIFORNIA 92122

DOMESTIC REPRESENTATIVE

OP \$165.00 75355766

Name:
Address Line 1:
Address Line 2:
Address Line 3:
Address Line 4:

NAME OF SUBMITTER:	CARLOS DEQUINA
Signature:	/ctd/
Date:	09/20/2005

Total Attachments: 28

source=aonix to etv security pledge FR#page1.tif
source=aonix to etv security pledge FR#page2.tif
source=aonix to etv security pledge FR#page3.tif
source=aonix to etv security pledge FR#page4.tif
source=aonix to etv security pledge FR#page5.tif
source=aonix to etv security pledge FR#page6.tif
source=aonix to etv security pledge FR#page7.tif
source=aonix to etv security pledge FR#page8.tif
source=aonix to etv security pledge FR#page9.tif
source=aonix to etv security pledge FR#page10.tif
source=aonix to etv security pledge FR#page11.tif
source=aonix to etv security pledge FR#page12.tif
source=aonix to etv security pledge ENG#page1.tif
source=aonix to etv security pledge ENG#page2.tif
source=aonix to etv security pledge ENG#page3.tif
source=aonix to etv security pledge ENG#page4.tif
source=aonix to etv security pledge ENG#page5.tif
source=aonix to etv security pledge ENG#page6.tif
source=aonix to etv security pledge ENG#page7.tif
source=aonix to etv security pledge ENG#page8.tif
source=aonix to etv security pledge ENG#page9.tif
source=aonix to etv security pledge ENG#page10.tif
source=aonix to etv security pledge ENG#page11.tif
source=aonix to etv security pledge ENG#page12.tif
source=aonix to etv security pledge exhibita-att3nant#page1.tif
source=aonix to etv security pledge exhibita-att3nant#page2.tif
source=aonix to etv security pledge exhibita-att3nant#page3.tif
source=aonix to etv security pledge exhibita-att3nant#page4.tif

ACTE DE NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE

EN DATE DU 13 JUILLET 2005

ENTRE

AONIX (en qualité de Débiteur)

ET

ETV CAPITAL S.A.
(en qualité de Bénéficiaire)

Enregistré à : RE NANTERRE VILLE
Le 22/08/2005 Bordereau n°2005/565 Case n°5
Enregistrement : 75 €
Timbre : 756 €
Total liquidé : huit cent trente et un euros
Montant reçu : huit cent trente et un euros
L'Agent

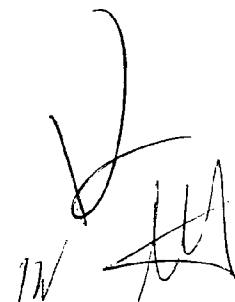
Ext 4547


Claudine S. MARINE



TABLE DES MATIÈRES

Articles	Pages
1. Définitions et Interprétation.....	3
2. Nantissement	4
3. Description du Fonds de Commerce Nanti.....	5
4. Déclarations et Garanties.....	6
5. Engagements.....	7
6. Exécution.....	8
7. Affectation des recettes	8
8. Dispositions diverses	8
9. Délégation.....	9
10. Mandat.....	
11. Successeurs et Ayants Droit.....	10
12. Dépenses.....	
13. Déclaration - Inscription.....	11
14. Durée et Libération.....	
15. Notifications	12
16. Élection de Domicile	12
17. Exemplaires	12
18. Droit applicable et Compétence juridictionnelle.....	12



TRADEMARK

REEL: 003162 FRAME: 0337

Le Présent Contrat en date du 13 juillet 2005 est conclu ENTRE :

- (1) AONIX, société anonyme constituée conformément au droit français, ayant son siège social au 66-68 avenue Pierre Brossolette, 92240 Malakoff, inscrite au Registre du commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 380 249 003, dûment représentée par Monsieur. Nicolas Hadjidakis, Président et membre du directoire, dûment autorisé aux fins du present Contrat, (ci-après le « **Débiteur** ») et
- (2) ETV CAPITAL S.A., société constituée conformément au droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 123, avenue de la Faisanderie, L-1511 Luxembourg, dûment représentée par M. Henry van Swaay et Godfrey Abel, dûment autorisés aux fins du présent Contrat (ci-après, le « **Bénéficiaire** »).

PRÉAMBULE :

- (A) Le Bénéficiaire a accepté de souscrire à une émission obligataire d'un montant de € 2 000 000 (ci-après, « **l'Emission** »), en vertu d'un Contrat d'émission à conclure entre le Débiteur, en qualité d'émetteur, et le Bénéficiaire, en qualité de souscripteur (ci-après, le « **Contrat d'Emission** »).
- (B) En garantie des obligations lui incombant en sa qualité d'Emetteur, le Débiteur constitue un nantissement de second rang derrière le CIC (conformément à l'Article 4 (iii) ci-dessous) sur le Fonds de Commerce (tel que défini à l'Article 2 (a) ci-après), conformément aux conditions du présent acte.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1 Définitions

Dans le présent contrat :

« **Contrat** » désigne le présent contrat ainsi que ses Annexes, dans leur version modifiée, reformulée ou complétée le cas échéant.

« **Nantissement** » désigne le nantissement du Fonds de Commerce Nanti, tel que défini à l'Article 2 (Nantissement).

« **Société** » désigne le Débiteur.

« **Obligations Nanties** » désigne toutes obligations et dettes actuelles et futures (qu'elles soient réelles ou éventuelles et qu'elles soient dues conjointement ou solidairement ou à tout autre titre) du Débiteur au titre du Contrat d'Emission, ainsi que tous frais, charges et dépenses engagés par le Bénéficiaire en vue de la protection, de la préservation ou de l'exercice de ses droits, tels que définis dans le Contrat d'Emission, conformément aux conditions dudit contrat ou à tout autre document prouvant ou garantissant lesdites dettes.

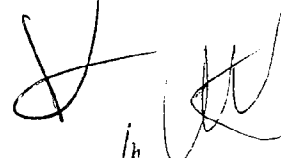
« **Période de la Sûreté** » désigne la période comprise entre la date du présent Contrat et la date à laquelle le Bénéficiaire constate que toutes les Obligations Nanties ont été intégralement payées et acquittées de manière inconditionnelle et irrévocable.

1.2 **Interprétation**

- (a) Sauf définition expresse contraire, les termes commençant par des majuscules et définis dans le Contrat d'Emission ont la même signification lorsqu'ils sont utilisés dans le présent acte. Les termes définis dans le préambule du présent Contrat ont le même sens que lorsqu'ils sont utilisés dans le reste de celui-ci.
- (b) Dans le présent Contrat, sauf disposition contraire, une référence à :
 - (i) un Article constitue une référence à un article du présent Contrat ;
 - (ii) les mots au pluriel comprennent le singulier et vice versa ;
 - (iii) une référence à une personne comprend ses successeurs et ayants droits ; et
 - (iv) une référence à un contrat ou document concerne ce contrat ou ce document dans sa version modifiée ou novée le cas échéant.
- (c) Les titres du présent Contrat ne sont mentionnés qu'à des fins de commodité et ne doivent pas être pris en compte dans l'interprétation du présent Contrat.
- (d) En cas de conflit, quel qu'il soit, entre les dispositions du Contrat et celles du Contrat d'Emission, les dispositions du Contrat d'Emission prévalent.

2. **NANTISSEMENT**

- (a) Pour garantir le paiement et la libération de l'intégralité des Obligations Nanties et, conformément aux articles L.142-1 et suivants du Code de Commerce français (anciens articles 8 et suivants de la loi du 17 mars 1909) (ci-après, la « **Loi** »), le Débiteur constitue, par les présentes, en faveur du Bénéficiaire une sûreté sur le fonds de commerce décrit à l'Article 3 (Description du Fonds de Commerce Nanti) (ci-après, le « **Fonds de Commerce Nanti** ») dont il est le propriétaire.



TRADEMARK

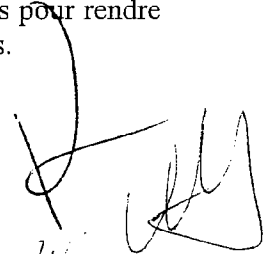
REEL: 003162 FRAME: 0339

- (b) La sûreté constituée par le présent Contrat demeure en vigueur jusqu'à ce que toutes les Obligations Nanties aient été pleinement et irrévocablement acquittées.

3. DESCRIPTION DU FONDS DE COMMERCE NANTI

- (a) La sûreté constituée par les présentes porte sur l'ensemble des actifs corporels et incorporels faisant partie du Fonds de Commerce Nanti appartenant au Débiteur.
- (b) Le Fonds de Commerce Nanti est exploité dans les locaux situés :
- AONIX
 - 66-68 avenue Pierre Brossolette
 - 92240
 - Malakoff
- (c) Le Fonds de Commerce Nanti comprend de manière restrictive :
- (i) l'enseigne et le nom commercial, la clientèle ainsi que l'achalandage ;
 - (ii) le mobilier commercial, le matériel et l'outillage qui, à présent ou dans l'avenir, font partie du Fonds de Commerce Nanti et qui sont utilisés dans le cadre de celui-ci ainsi que toutes extensions, augmentations, substitutions ou modifications pouvant intervenir ultérieurement sur tout élément répertorié à l'Annexe 1 ;
 - (iii) les droits au bail sur les locaux actuels ou futurs dans lesquels le Fonds de Commerce Nanti est exploité, tels que ressortant du contrat de bail joint à l'Annexe 2 ; et
 - (iv) sous réserve de la loi et du contrat, les droits d'exploitation de logiciels, brevets et tous autres droits de propriété intellectuelle répertoriés à l'Annexe 3.
- (d) Les droits du Bénéficiaire s'étendent à toutes indemnités d'assurance et autres indemnités découlant d'une réquisition ou d'une expropriation et de tous autres dommages-intérêts ou versements pouvant être substitués par voie de subrogation à toute partie des éléments constitutifs du Fonds de Commerce Nanti.

À titre de sûreté complémentaire, le Débiteur s'engage à informer le Bénéficiaire pour qu'il puisse mener à bien, aux frais du Débiteur, toutes les formalités pouvant s'avérer raisonnablement nécessaires ou utiles pour rendre le nantissement sur ces indemnités et recettes opposables aux tiers.



TRADEMARK

REEL: 003162 FRAME: 0340

- (e) Conformément à l'article L.121-13 du Code des Assurances, le Bénéficiaire peut, à tout moment, notifier le présent Nantissement aux compagnies d'assurance mandatées pour assurer le Fonds de Commerce Nanti et ce aux frais du Débiteur.

4. DECLARATIONS ET GARANTIES

Le Débiteur réitère les déclarations et garanties faites par lui à l'Article 12 (Déclarations et Garanties) du Contrat d'Emission et déclare et garantit, par les présentes, au Bénéficiaire que :

- (i) il est le propriétaire du Fonds de Commerce Nanti dont l'activité a débuté le 28 novembre 1990 dans les locaux situés 66-68 avenue Pierre Brossolette, 92240, Malakoff, France ;
- (ii) le Fonds de Commerce Nanti est assuré pour une somme appropriée en ce qui concerne ce type d'activité, conformément aux conditions du Contrat d'Emission. Jusqu'à la libération du présent Nantissement, le Débiteur veille à ce que toutes les assurances habituelles sur le Fonds de Commerce Nanti aient été souscrites, maintenues et confirmées, celles-ci demeurant en vigueur conformément aux conditions du Contrat d'Emission ;
- (iii) Le Bénéficiaire reconnaît avoir été informé par le Débiteur qu'une inscription sur le fonds de commerce du Débiteur a été prise par le CIC en garantie d'un prêt pour un montant de € 200,000.

Le Débiteur s'engage à ne pas augmenter le montant de ses obligations vis-à-vis du CIC au-delà du montant indiqué ci-dessus et à conclure, au plus tard à la date de souscription prévue dans le Contrat d'Emission, une convention dite « Intercreditor Agreement » avec le CIC dont les conditions doivent être similaires à celles de la convention jointe en Annexe 4.

- (iv) le Fonds de Commerce Nanti est exempt de tous droits en faveur de tiers, tels que des gages, privilèges ou autres sûretés de quelque nature que ce soit (sauf la sûreté constituée dans le présent acte ainsi que celle constituée en faveur du CIC) et aucun des actifs faisant partie du Fonds de Commerce Nanti ne fait l'objet, à la date du présent acte, de sûreté, privilège ou autre droit de quelque nature que ce soit, en faveur d'un tiers, à l'exception des droits qui sont autorisés ou créés conformément aux conditions des Documents d'émission ou, le cas échéant, découlant des dispositions relatives à la réserve de propriété en faveur d'un fournisseur de tout élément du Fonds de Commerce Nanti ;
- (v) le Fonds de Commerce Nanti constitue l'intégralité des actifs commerciaux du Débiteur : à la date du présent Contrat, il n'existe


TRADEMARK

REEL: 003162 FRAME: 0341

aucun autre actif, établissement secondaire ou succursale pouvant faire l'objet d'un nantissement au titre du présent Contrat.

5. ENGAGEMENTS

Outre les engagements pris à l'Article 13, (Engagements du Contrat d'Emission), le Débiteur s'engage, vis-à-vis du Bénéficiaire, tout au long de la Période de la Sûreté :

- (a) à ne céder, transférer ni transmettre de toute autre manière, tout ou partie du Fonds de Commerce Nanti ni aucun de ses droits liés au Fonds de Commerce Nanti, à aucune partie autre que le Bénéficiaire, sauf si le Contrat d'Emission l'autorise ou accord contraire du Bénéficiaire ;
- (b) à ne constituer, tenter de constituer ni permettre la subsistance d'aucune sûreté sur tout ou partie du Fonds de Commerce Nanti ni d'aucun droit relatif au Fonds de Commerce Nanti, en faveur d'aucune partie autre que le Bénéficiaire, sauf si le Contrat d'Emission l'autorise ;
- (c) à signer tout acte ou document et procéder à toutes autres démarches et formalités raisonnablement requises par le Bénéficiaire en vue de rendre opposable, conserver et préserver le Nantissement ou d'obtenir l'exécution forcée du Nantissement conformément au présent Contrat ;
- (d) à faire de son mieux pour fournir tous documents et/ou prendre toutes mesures nécessaires ou souhaitables afin de faciliter l'exercice ou permettre au Bénéficiaire d'exercer tous droits, démarches, privilèges prévus par le présent Contrat ;
- (e) à notifier, dans les plus brefs délais, au Bénéficiaire toute saisie ou autre mesure conservatoire relative au Fonds de Commerce Nanti ou aux actifs faisant partie du Fonds de Commerce Nanti ; de manière plus générale, à notifier immédiatement au Bénéficiaire tout événement susceptible de porter sensiblement préjudice à l'un quelconque des actifs constitutifs du Fonds de Commerce, afin de veiller efficacement au maintien de la valeur et de l'efficacité de la présente sûreté ;
- (f) à faire de son mieux pour préserver la valeur actuelle du Fonds de Commerce Nanti en continuant, dans toute la mesure du possible, (i) à poursuivre l'activité et (ii) à maintenir bien achalandé le Fonds de Commerce Nanti et conserver le matériel et l'outillage et (iii) à prendre toute mesure nécessaire pour obtenir, protéger, contrôler et conserver ses droits d'exploitation de logiciels, brevets et l'un quelconque de ses droits de propriété intellectuelle ;
- (g) à maintenir et renouveler les assurances de manière à couvrir la valeur raisonnable des actifs constitutifs du Fonds de Commerce Nanti.


TRADEMARK

REEL: 003162 FRAME: 0342

jusqu'au remboursement intégral et l'exécution complète des Obligations Nanties ;

- (h) à constituer une sûreté conforme, pour l'essentiel, aux conditions prévues dans le présent acte, en faveur du Bénéficiaire pour garantir les Obligations Nanties, sur l'activité de toute succursale du Fonds de Commerce Nanti, constituée par le Débiteur après la date du présent acte ; et
- (i) en cas de vente du Fonds de Commerce ou d'exécution du Nantissement, à signer et effectuer, à ses propres frais, tous les actes de garantie et formalités que le Bénéficiaire pourrait raisonnablement exiger et qui sont nécessaires pour rendre opposables ou protéger tous les droits, pouvoirs, autorités et facultés au titre de tous contrats de bail relatifs aux locaux dans lesquels le Fonds de Commerce Nanti est exploité.

6. EXECUTION

- (a) En cas de survenance d'un Cas de Défaillance, le Bénéficiaire peut immédiatement et à tout moment ultérieur, exercer tous droits, actes et privilèges conférés au Bénéficiaire par la Loi en ce qui concerne tous les actifs constitutifs du Fonds de Commerce Nanti.
- (b) Le Débiteur s'engage, par les présentes, à faire de son mieux pour apporter au Bénéficiaire toute l'assistance pouvant s'avérer nécessaire aux fins de l'exécution du présent nantissement, pour signer et rendre opposable tout acte ou document et pour procéder à toute formalité pouvant s'avérer nécessaire à cet effet et indemniser le Bénéficiaire de toutes pertes, dépenses et de tous frais découlant du présent Contrat ou de ladite exécution, conformément à l'Article 12 (Dépenses) du présent Contrat.

7. AFFECTATION DES RECETTES

Toutes sommes perçues par le Bénéficiaire du Débiteur, au titre du présent Contrat, sont affectées par le Bénéficiaire au paiement des Obligations Nanties, conformément aux conditions du Contrat d'Emission, en particulier aux Articles 10 (Paiement) et 11 (Impôts).

8. DISPOSITIONS DIVERSES

- 8.1 Le Bénéficiaire n'est responsable d'aucune perte due à l'exercice ou à tout défaut ou omission d'exercice de ses droits au titre du présent acte. Le Débiteur est seul responsable de ses propres contrats, engagements, actes, omissions, défaillances et pertes et des dettes engagées par celui-ci et le Bénéficiaire n'assume aucune


TRADEMARK

REEL: 003162 FRAME: 0343

responsabilité à cet égard (que ce soit vis-à-vis du Débiteur ou de toute autre personne quelle qu'elle soit) pour quelque motif que ce soit.

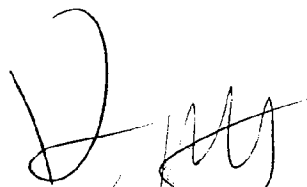
- 8.2 Aucun défaut d'exercice ni aucun retard dans l'exercice, de la part du Bénéficiaire, de tout droit ou recours au titre du présent Contrat ne constituent de renonciation à ceux-ci. Aucun exercice unique ou partiel de tout droit ou recours n'empêche tout autre exercice ultérieur de ceux-ci ni l'exercice de tout autre droit ou recours. Le Bénéficiaire n'assume aucune responsabilité envers le Débiteur ou ses successeurs légaux, à titre individuel ou général, en raison du retard dans l'exercice ou du défaut d'exercice des droits et prérogatives conférés au Bénéficiaire par le présent Contrat.

Les droits et recours prévus dans le présent Contrat sont cumulatifs et n'excluent aucun droit ou recours prévu par la loi et ne peuvent faire l'objet de renonciation que par écrit et de manière expresse.

- 8.3 La sûreté constituée par le présent Contrat s'ajoute à toute autre sûreté ou tout cautionnement détenu(e), le cas échéant, par le Bénéficiaire sur les Obligations Nanties ou l'une quelconque d'entre elles et n'est, en aucun cas, affectée par toute autre sûreté précitée et existe sans préjudice de celle-ci.
- 8.4 Au cas où l'une ou plusieurs des dispositions du présent Contrat serai(en)t réputée(s) illégale(s), nulle(s) ou inapplicable(s), le présent Contrat sera interprété comme s'il ne contenait pas ladite disposition et la nullité de ladite disposition n'affectera pas la validité ni l'exécution des autres dispositions du présent Contrat qui demeureront légales, valables et en vigueur.
- 8.5 Les parties au présent Contrat reconnaissent que le présent Contrat a pour objectif unique de constituer la présente sûreté en faveur du Bénéficiaire et n'a pas pour objet ni effet de modifier les droits et obligations prévues dans le Contrat d'Emission.

9. DELEGATION

- 9.1 Le Bénéficiaire ou toute personne désignée par celui-ci peut déléguer, à travers un mandat ou de toute autre manière, à toute(s) personne(s) dûment habilitée(s), tout droit, pouvoir, mandat et faculté pouvant être exercés par le Bénéficiaire au titre du présent Contrat en ce qui concerne le Nantissement du Fonds de Commerce.
- 9.2 Toute délégation peut être effectuée conformément aux conditions (y compris le pouvoir de sous-déléguer) et aux règles que le Bénéficiaire ou la personne désignée par celui-ci peuvent juger appropriées.
- 9.3 Le Bénéficiaire et la personne désignée par celui-ci ne sont, en aucun cas, responsables envers le Débiteur de toute perte ou dommage découlant de tout fait, défaillance, omission ou faute de la part de tout délégué ou sous-délégué.



TRADEMARK

REEL: 003162 FRAME: 0344

10. MANDAT

10.1 Désignation

Le Débiteur désigne, par les présentes, en vue de garantir pleinement l'exécution de ses obligations découlant du présent acte, le Bénéficiaire et toute personne désignée par le Bénéficiaire au titre du présent acte, en qualité de mandataire agissant solidairement et en son nom et pour son compte ou à tout autre titre, pour signer et procéder à tous actes de garantie, toutes formalités et démarches que le Débiteur est tenu d'effectuer et qu'il omettrait d'effectuer conformément aux engagements et dispositions contenus dans le présent Contrat.

10.2 Ratification

Le Débiteur ratifie et confirme et accepte de ratifier et de confirmer, par les présentes, tout ce que le mandataire mentionné à l'article 10.1 ci-dessus effectuera ou tentera d'effectuer dans l'exercice effectif ou prévu de tous pouvoirs, mandats et facultés mentionnés dans ledit article.

11. SUCCESSEURS ET AYANTS DROIT

- 11.1 Tous les droits, privilèges, pouvoirs et actions du Bénéficiaire s'appliquent en faveur de ses successeurs et ayants droit autorisés, conformément au Contrat d'Emission (Article 24).
- 11.2 Le Débiteur ne cède, ne transfère, ne nove ni ne transmet aucun de ses droits et/ou obligations au titre du présent acte.
- 11.3 Le Bénéficiaire est habilité à céder, transférer, nover ou transmettre tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent acte à un tiers, conformément à l'article 12 du Contrat d'Emission.
- 11.4 En cas de cession, transfert, novation ou transmission de tout ou partie des droits et obligations par le Bénéficiaire, ce dernier réserve expressément les droits, pouvoirs, privilèges et actions dont il dispose au titre du présent Contrat, en faveur de ses ayants droit ou, le cas échéant, de ses successeurs, conformément aux dispositions de l'article 1278 du Code Civil.

12. DEPENSES

Conformément à l'Article 19 du Contrat d'Emission, le Débiteur s'engage, le cas échéant, à la demande du Bénéficiaire, à indemniser le Bénéficiaire de tous frais et dépenses raisonnables, y compris les honoraires d'avocats et frais de justice et de toutes charges, taxes, impôts ou droits d'enregistrement applicables, engagés par

celui-ci et/ou par tout mandataire, dirigeant, agent ou toute autre personne désignée par lui, dans le cadre de la préparation, la négociation (y compris toute renégociation), l'accomplissement des formalités ou l'exécution du présent Contrat.

13. DECLARATION - INSCRIPTION

- (a) Conformément aux dispositions du droit français actuellement en vigueur, le présent Contrat doit être inscrit auprès de la Recette des impôts.
- (b) Dans les 15 (quinze) jours suivant la signature du présent Contrat, le Bénéficiaire inscrit la sûreté constituée par les présentes sur le Fonds de Commerce Nanti auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre pour la somme de € 2 000 000 (deux millions d'euros) correspondant au montant nominal des obligations émises par la Société en vertu du Contrat d'Emission.
- (c) Dans les 15 (quinze) jours suivant l'inscription de la sûreté constituée par les présentes sur le Fonds de Commerce Nanti auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre, le Bénéficiaire inscrit tous droits de propriété intellectuelle et industrielle faisant partie du Fonds de Commerce Nanti auprès de l'Institut national de la propriété intellectuelle.
- (d) Le détenteur d'un original du présent Contrat se voit, par les présentes, accorder tous pouvoirs nécessaires à la réalisation des formalités d'inscription du présent Contrat.

14. DUREE ET LIBERATION

- (a) Le présent Contrat entre en vigueur à la date du présent acte et le demeure en produisant tous ses effets jusqu'à ce que toutes les Obligations Nanties aient été irrévocablement acquittées dans leur intégralité, étant indiqué que le Nantissement est inscrit auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre pour une période de dix ans.
- (b) Le Débiteur s'engage à renouveler l'inscription du présent nantissement (pour un montant redéfini – déduction faite des remboursements effectués) si, à l'expiration de la première inscription prévue à l'article 14. (a) ci-dessus, l'une quelconque des Obligations Nanties demeure impayée, n'est pas exécutée ou acquittée et le Débiteur accepte, dans l'intérêt commun des parties, ce renouvellement de l'inscription et donne au Bénéficiaire un mandat et un pouvoir irrévocable pour signer tous actes et documents et procéder à toutes les formalités nécessaires à cet effet.
- (c) Au terme de la Période de la Sûreté et moyennant réception d'une demande écrite de la part du Débiteur réclamant la confirmation écrite que la Période de la Sûreté a pris fin, le Bénéficiaire signe, aux frais du Débiteur, un acte de renonciation libérant le Débiteur de toutes ses obligations et responsabilités découlant du présent Contrat.

15. NOTIFICATIONS

Toutes notifications faites au titre du présent Contrat ou en relation avec celui-ci sont adressées conformément aux dispositions de l'Article 29 (Notifications) du Contrat d'Emission.

16. ELECTION DE DOMICILE

Aux fins de l'inscription de la sûreté sur le Fonds de Commerce Nanti au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, le Bénéficiaire élit domicile dans les bureaux du Débiteur.

17. EXEMPLAIRES

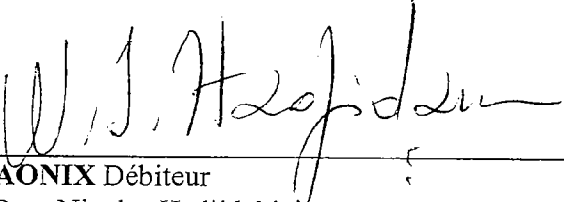
Le présent Contrat est signé en 5 (cinq) exemplaires originaux, dont 3 (trois) aux fins d'enregistrement et d'inscription de la sûreté sur le Fonds de Commerce Nanti.

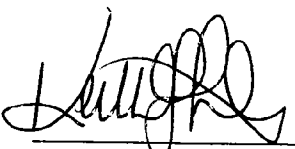

18. DROIT APPLICABLE ET COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

- (a) Le présent Contrat est régi par le droit français et interprété conformément à celui-ci.
- (b) En faveur du Bénéficiaire, le Débiteur accepte la compétence du Tribunal de Commerce de Nanterre pour régler tous litiges ou procès découlant ou relatifs au présent Contrat ou à tous documents ou actes remis conformément à celui-ci.

Signé à Malakoff et au Luxembourg

Le 13 juillet 2005


AONIX Débiteur
Par : Nicolas Hadjidakis
Qualité : Président


ETV CAPITAL S.A
Bénéficiaire
Par : ~~Jaap Meyer~~ 
et Godfrey Abel
Qualités : Représentants Autorisés
3/8/05

- Annexe 1: Liste des éléments mentionnés à l'article 3 (c) (ii) du Contrat ;
- Annexe 2: Contrat de Bail ;
- Annexe 3: Droits d'exploitation de logiciels, brevets et droits de propriété intellectuelle.
- Annexe 4 : Intercreditor Agreement

CHARGE OVER BUSINESS
(Acte de Nantissement de Fonds de Commerce)

DATED JULY 13, 2005

BETWEEN

AONIX (as Chargor)

AND

ETV CAPITAL S.A.
(as Beneficiary)

Lefèvre Pelletier & associés 9 Avocats

136, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

TELEPHONE : 01 53 93 29 56

TELECOPIEUR : 01 53 93 08 01

<http://www.lpalaw.com>

Non official translation

TRADEMARK
REEL: 003162 FRAME: 0348

INDEX

Articles	Pages
1. Definitions and Interpretation	3
2. Charge	4
3. Description of the Charged Business	5
4. Representations and Warranties	6
5. Undertakings	6
6. Enforcement	8
7. Application of proceeds.....	8
8. Miscellaneous.....	8
9. Delegation	9
10. Power of Attorney	9
11. Successors and Assigns	10
12. Expenses.....	10
13. Filing - Registration.....	10
14. Term and Release	11
15. Notices.....	11
16. Election of Domicile	11
17. Counterparts	11
18. Governing Law and Jurisdiction	12

THIS AGREEMENT is dated July 13, 2005 and is made BETWEEN:

- (1) AONIX , a company incorporated under the laws of France, whose registered office is at 66-68 avenue Pierre Brossolette, Malakoff, 92240, France, registered with the Nanterre Registry under number 380 249 003 RCS Nanterre, duly represented by Mr.Nicolas Hadjidakis, its "*Président*", for the purpose of this Agreement (the "**Chargor**"); and
- (2) ETV CAPITAL S.A. a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg whose registered office is situated at 123 avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, duly represented by Messrs. Henry van Swaay and Godfrey Abel, duly authorized for the purpose of this Agreement (the "**Beneficiary**").

WHEREAS:

- (A) The Beneficiary has agreed to subscribe to a €2,000,000 bond issue (the "**Issue**") under an issue agreement to be entered into between the Chargor as Issuer, and the Beneficiary as Subscriber (the "**Issue Agreement**").
- (B) In security of its obligations as Issuer, the Chargor has agreed to provide a second ranking pledge, behind CIC subject to Chargor limiting the amount of CIC facility to its current level and entering into of an inter-creditor agreement with CIC (as provided for under Clause 4 (iii) below) in respect of the Charged Business (as defined in Clause 2 (a) below) upon the terms set out herein.

IT IS AGREED AS FOLLOWS:

1. DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1.1 Definitions

In this agreement:

"**Agreement**" means this agreement together with the Annexes hereto, as may be amended, restated or supplemented from time to time.

"**Charge**" means the charge over the Charged Business as defined in Clause 2 (Charge).

"**Company**" means the Chargor.

"**Secured Obligations**" means all present and future obligations and liabilities (whether actual or contingent and whether owed jointly or severally or in any other capacity whatsoever) of the Chargor under the Issue Agreement, together with all costs, charges and expenses incurred by the Beneficiary in connection with the protection, preservation or enforcement of its rights as defined under the Issue Agreement pursuant to its terms or any other document evidencing or securing any such liabilities.

"**Security Period**" means the period beginning on the date of this Agreement and ending on the date on which the Beneficiary is satisfied that all the Secured Obligations have been unconditionally and irrevocably paid and discharged in full.

1.2 Interpretation

- (a) Save as expressly herein defined, capitalised terms defined in the Issue Agreement shall have the same meaning when used herein. Terms defined in the recitals to this Agreement have the same meaning when used in the remainder of this Agreement.
- (b) In this Agreement, unless a contrary provision appears, a reference to:
 - (i) a Clause is a reference to a clause of this Agreement;
 - (ii) words importing the plural shall include the singular and vice versa;
 - (iii) a person is a reference to or includes its successors and assignees; and
 - (iv) an agreement or document includes a reference to that agreement or document as varied or novated at any time.
- (c) The headings in this Agreement are for convenience only and are to be ignored in construing this Agreement.
- (d) If there is any conflict between the provisions in the Agreement and the provisions of the Issue Agreement, the provisions of the Issue Agreement shall prevail.

2. CHARGE

- (a) As security for the payment and discharge in full of the Secured Obligations and pursuant to the article L 142-1 *et seq.* of the French Commercial Code (formerly article 8 *et seq.* of the Law of 17th March, 1909) (the "**Law**"), the Chargor hereby creates in favour of the Beneficiary a security interest over the *fonds de commerce* described in Clause 3 (Description of the Charged Business) (the "**Charged Business**") of which it is the owner.
- (b) The security constituted by this Agreement shall remain in effect until all Secured Obligations are fully and irrevocably discharged.

Non official translation

3. DESCRIPTION OF THE CHARGED BUSINESS

(a) The security hereby granted is in respect of all of the tangible and intangible assets comprised in the Charged Business belonging to the Chargor.

(b) The Charged Business is operated at the premises located:

AONIX
66-68 avenue Pierre Brossolette,
92240,
Malakoff

(c) The Charged Business restrictively comprises:

(i) the business sign (*enseigne*) and the business name (*nom commercial*), customers (*clientèle*) and the goodwill relating to the business (*achalandage*);

(ii) furniture (*meublier commercial*), equipment (*matériel*) and tools (*outillage*) which at present or in the future form part of, and are used in connection with, the Charged Business and all additions, increases, substitutions or modifications which may occur hereafter to any of these items as listed in Annex 1;

(iii) the lease rights (*droits au bail*) over the premises current or future where the Charged Business is operated as set out in the lease agreement attached in Annex 2; and

(iv) when legally and contractually possible, software licences (*droits d'exploitation de logiciels*), patents and any intellectual property rights as listed in Annex 3.

(d) The rights of the Beneficiary shall extend to all insurance indemnities and other indemnities resulting from a requisition or expropriation and any other damages or payment which may be substituted by way of subrogation for all or any part of the constituents of the Charged Business.

As further security, the Chargor undertakes to inform the Beneficiary so that it can carry out, at the expense of the Chargor, all the formalities that may be reasonably necessary or useful to make the charge on these indemnities and receipts enforceable against third parties.

(e) In accordance with article L.121-13 of the Insurance Code, the Beneficiary may, at any time, notify this Charge to insurance companies mandated to insure the Charged Business and this shall be at the cost of the Chargor.

4. REPRESENTATIONS AND WARRANTIES

The Chargor reiterates the representations and warranties made by it in Clause 12 (Representations and Warranties) of the Issue Agreement and hereby represents and warrants to the Beneficiary that:

- (i) it is the owner of the Charged Business having established the business on November 28, 1990 at the premises located 66-68 avenue Pierre Brossolette, 92240, Nanterre, France;
- (ii) the Charged Business is insured for an adequate amount in respect of this kind of business in accordance with the terms of the Issue Agreement. Until the release of this Charge, the Chargor shall ensure that all usual insurances on the Charged Business are taken out, maintained and upheld, remaining in force in accordance with the terms of the Issue Agreement;
- (iii) the Beneficiary acknowledges having been informed by the Chargor that a security interest over the *fonds de commerce* of the Chargor was granted to CIC as a guarantee of a loan of € 200,000.

The Chargor undertakes not to increase the amount of its financial obligations vis-à-vis the CIC in excess of the abovementioned amount and to execute with CIC an inter-creditor agreement prior to the execution of this Agreement (Annex 4).

- (iv) the Charged Business is free of all third party rights such as charges, liens or other security interests of whatsoever nature (save for the security interest granted hereunder and the security interest granted to CIC) and none of the assets forming part of the Charged Business is subject, at the date hereof, to any security interest, lien or other rights of whatsoever nature in favour of a third party save for those rights which are permitted or created according to the terms of the Issue Documents or, as the case may be, arising by way of reservation of title provisions in favour of a supplier of any part of the Charged Business;
- (v) the Charged Business constitutes the only business assets of the Chargor: at the date of this Agreement there are no other assets, secondary establishments or branches that could be made the subject of a charge under this Agreement.

5. UNDERTAKINGS

In addition to the undertakings made in Clause 13 (Undertakings of the Issue Agreement), the Chargor undertakes to the Beneficiary, throughout the Security Period:

Non official translation

- (a) not to assign, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the Charged Business or any of its rights in connection with the Charged Business to any party other than the Beneficiary, except as permitted under the Issue Agreement or unless otherwise agreed by the Beneficiary;
- (b) not to create, purport to create or allow to subsist, any security interest over the whole or any part of the Charged Business or any rights in connection with the Charged Business to any other party than the Beneficiary, except as permitted under the Issue Agreement;
- (c) to sign any instrument or execute any document and do all such other acts and things as the Beneficiary may reasonably request in order to perfect, maintain or preserve the Charge or to obtain the forced execution of the Charge in accordance with this Agreement
- (d) to do its best efforts in order to provide all documents and/or take all necessary or desirable steps to facilitate or permit the Beneficiary to exercise, all rights, acts and privileges granted under this Agreement;
- (e) to give notice, as soon as possible, to the Beneficiary of any attachment or other protective measure relating to the Charged Business or to the assets forming part of the Charged Business; more generally to immediately notify the Beneficiary of any occurrence which is likely to adversely and materially affect any of the assets forming part of the Charged Business in order for it to effectively ensure that the value and efficacy of this security interest is maintained;
- (f) to do its reasonable efforts to preserve the present value of the Charged Business by continuing, if possible, (i) to carry on the business and (ii) to keep the Charged Business well-stocked and to maintain the equipment and the tools as well as (iii) to take all necessary action to effect, protect, review and maintain its software licences, patents and any of its intellectual property rights;
- (g) to maintain and renew the insurances in such a manner as to cover the reasonable value of the assets comprising the Charged Business until reimbursement in full and complete performance of the Secured Obligations;
- (h) to grant a security interest substantially on the terms set out herein in favour of the Beneficiary as security for the Secured Obligations over the business of any branch of the Charged Business opened by the Chargor after the date hereto; and
- (i) in the event of a sale of the Charged Business or enforcement of the Charge, to promptly and duly execute and do, at its own expense, all such assurances acts and things as the Beneficiary may reasonably require as being necessary for perfecting or protecting all or any of the

rights, powers, authorities and discretion under all the lease agreements relating to the premises where the Charged Business is operated.

6. ENFORCEMENT

- (a) Upon the occurrence of an Event of Default, the Beneficiary may, thereupon and at any time thereafter, enforce all rights, acts and privileges conferred on the Beneficiary by the Law in relation to all assets comprising part of the Charged Business.
- (b) The Chargor hereby undertakes to use its best efforts in order to provide the Beneficiary with any assistance which may be necessary for the purpose of enforcing this charge, to execute or perfect any such deed or documents and effect any such formality which may be necessary for such purpose and to indemnify the Beneficiary for all losses, expenses or costs by virtue of this Agreement or on account of this enforcement in accordance with Clause 12 (Expenses) of this Agreement.

7. APPLICATION OF PROCEEDS

All moneys received by the Beneficiary from the Chargor pursuant to this Agreement shall be applied by the Beneficiary in or towards payment of the Secured Obligations in accordance with the terms of the Issue Agreement, in particular with Clauses 10 (Payment) and 11 (Taxes).

8. MISCELLANEOUS

- 8.1 The Beneficiary shall not be liable for any loss on realisation, or for any default or omission in exercising its rights hereunder. The Chargor alone shall be responsible for its own contracts, engagements, acts, omissions, defaults and losses and for liabilities incurred by it and the Beneficiary shall not incur any liability therefor (either to the Chargor or any other person whatsoever) for any reason whatsoever.
- 8.2 No failure to exercise, or any delay in exercising, by the Beneficiary any right or remedy under this Agreement shall operate as a waiver thereof. Nor shall any single or partial exercise of any right or remedy prevent any further or other exercise thereof or the exercise of any other right or remedy. The Beneficiary shall not assume any responsibility towards the Chargor or its legal successors, individually or generally, due to the late exercise or failure to exercise the rights and prerogatives conferred on the Beneficiary by this Agreement.

The rights and remedies provided for in this Agreement are cumulative and not exclusive of any rights or remedies provided by law and may be waived only in writing and specifically.

- 8.3 The security created by this Agreement shall be in addition to, and shall not in any way be prejudiced or affected by, and shall be without prejudice to, any other security

Non official translation

or guarantee from time to time held by the Beneficiary in respect of the Secured Obligations or any thereof.

- 8.4** In the event that one or more provisions of this Agreement is considered illegal, invalid or unenforceable, this Agreement shall be interpreted as if it did not contain that provision and the nullity or invalidity of the said provision shall not affect the validity or the performance of the other provisions of this Agreement, which shall nevertheless remain legal and valid and shall continue to be in force.
- 8.5** The parties to this Agreement recognise that this Agreement has the sole objective of establishing the present security for the benefit of the Beneficiary and does not have the objective or effect of modifying the rights and obligations set out in the Issue Agreement.

9. DELEGATION

- 9.1** The Beneficiary or any person appointed by the Beneficiary may delegate by power of attorney or in any other manner to any properly qualified person or persons any right, power, authority and discretion exercisable by the Beneficiary under this Agreement in relation to the Charge over Business.
- 9.2** Any such delegation may be made upon such terms (including power to sub-delegate) and subject to such regulations as the Beneficiary or such person appointed by the Beneficiary may think fit.
- 9.3** Neither the Beneficiary nor any such person appointed by the Beneficiary will be in any way liable or responsible to the Chargor for any loss or damage arising from any fact, default, omission or misconduct on the part of any such delegate or sub-delegate.

10. POWER OF ATTORNEY

10.1 Appointment

The Chargor hereby, in order more fully to secure the performance of its obligations hereunder, appoints the Beneficiary and every person appointed by the Beneficiary hereunder to be its attorney (*mandataire*) acting severally, and on its behalf and in its name or otherwise, to execute and do all such assurances, acts and things which the Chargor is required to do and fails to do under the covenants and provisions contained in this Agreement.

10.2 Ratification

The Chargor hereby ratifies and confirms and agrees to ratify and confirm whatever any such attorney as is mentioned in paragraph 10.1 above shall properly do or purport to do in the exercise or purported exercise of all or any of the powers, authorities and discretion referred to in such paragraph.

11. SUCCESSORS AND ASSIGNS

- 11.1 All the rights, privileges, powers and actions of the Beneficiary will ensure to the benefit of its permitted successors and assigns in accordance with the Issue Agreement (Clause 24).
- 11.2 The Chargor shall not assign, transfer, novate or dispose of any of, or any interest in its rights and/or obligations hereunder.
- 11.3 The Beneficiary shall be entitled to assign, transfer, novate or dispose of any of, or any interest in, its rights and/or obligations hereunder to a third party in accordance with article 12 of the Issue Agreement.
- 11.4 In the event of an assignment, a transfer, a novation or disposal of all or part of the rights and obligations by the Beneficiary, the Beneficiary expressly reserves the rights, powers, privileges and actions that it enjoys under this Agreement in favour of its assignees or, as the case may be, its successors, in accordance with the provisions of article 1278 of the Civil Code.

12. EXPENSES

In accordance with Article 19 of the Issue Agreement, the Chargor undertakes, from time to time on demand of the Beneficiary, to indemnify the Beneficiary, in respect of all reasonable costs and expenses, including legal fees and expenses, and all charges, duties, taxes or registration fees relating thereto, incurred by the latter and/or by every attorney, manager, agent or other person appointed by it, in relation to the preparation, negotiation (including any renegotiation), perfection or enforcement of this Agreement.

13. FILING - REGISTRATION

- (a) In accordance with the provisions of French law currently in force, this Agreement must be registered with the relevant French Tax Authorities (*Recette des Impôts*).
- (b) Within 15 (fifteen) days after the execution of this Agreement, the Beneficiary will register the security interest hereby granted over the Charged Business with the Clerk of the Commercial Court of Nanterre (*Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre*) for an amount of € 2,000,000.00 (two million Euros) corresponding to the nominal amount of notes issued by the Company under the Issue Agreement.
- (c) Within 15 (fifteen) days after the registration of the security interest hereby granted over the Charged Business with the Clerk of the Commercial Court of Nanterre (*Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre*), the Beneficiary will register any intellectual property and industrial rights comprised in the

Non official translation

Charged Business with the French National Institute of Industrial Property (*Institut national de la propriété industrielle*).

- (d) The holder of an original of this Agreement is hereby granted all powers necessary in order to complete the registration formalities of this Agreement.

14. TERM AND RELEASE

- (a) This Agreement shall come into force on the date hereof and shall remain in full force and effect until all of the Secured Obligations have been irrevocably discharged in full, it being specified that the Charge is registered with the Clerks office of the Commercial Court of Nanterre (*Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre*) for a period of ten years.
- (b) The Chargor undertakes to renew the registration of the present charge (for a reevaluated amount - with deduction of the repayments made) if upon the expiry of the first registration referred to under article 14. (a) above, any of the Secured Obligations remains unpaid, is not performed or discharged, and the Chargor accepts, and in the common interest of the parties, such a renewal of the registration and gives the Beneficiary the irrevocable authority and power to sign all deeds and documents and complete all necessary formalities to this end.
- (c) At the end of the Security Period and upon receipt of a written demand from the Chargor requesting written confirmation that the Security Period has ended, the Beneficiary shall execute, at the expense of the Chargor, a deed of release releasing the Chargor from all its obligations and responsibilities under this Agreement.

15. NOTICES

All notices under, or in connection with, this Agreement shall be given according to the provisions of Clause 17 (Notices) of the Issue Agreement.

16. ELECTION OF DOMICILE

For the purposes of registration of the security interest over the Charged Business at the Trade and Companies Registry of Nanterre (*Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre*) the Beneficiary elects domicile at the offices of the Chargor.

17. COUNTERPARTS

This Agreement is executed in 10 (ten) originals, five in English and five in French, each of which is equally valid, including 3 (three) originals for the purposes of registration of the security interest over the Charged Business. In the event of any

Non official translation

inconsistency between the English language version and the French language version or a difference in the interpretation thereof, the English version shall prevail.

18. GOVERNING LAW AND JURISDICTION

- (a) This Agreement shall be governed by and construed in accordance with French law.
- (b) For the benefit of the Beneficiary, the Chargor agrees that the Commercial Court of Nanterre (*Tribunal de Commerce de Nanterre*) shall have jurisdiction to settle any disputes or proceedings arising out of or relating to this Agreement or any documents or instruments delivered pursuant to it.

Executed in Luxembourg and Malakoff

On July 29, 2005

AONIX

As Chargor

By: Nicolas Hadjidakis

Title : "*Président*"

ETV CAPITAL S.A

As Beneficiary

By Henry van Swaay
and Godfrey Abel

Title : Authorized Representatives

Annex 1: List of items under 3 (c) (ii) of the Agreement;

Annex 2: Lease Agreement;

Annex 3: Software licenses, patents and intellectual property rights.

Annex 4: Inter-creditor Agreement

Non official translation

EXHIBIT A

Mark	Class #	Appln #	Reg #	Country	Description	Due Da
AONIX	41		819791342	Brazil	Renewal	9/25/201
AONIX	42		200013831	Brazil	Renewal	9/25/201
AONIX		97/00538	04113	Hong Kong	First Renewal	7/18/200
AONIX		97/00537	01259	Hong Kong	First Renewal	7/18/200
AONIX		97/00539	04114	Hong Kong	First Renewal	7/18/200
AONIX		271408	271408	New Zealand	First Renewal	7/18/200
AONIX		271409	271409	New Zealand	First Renewal	7/18/200
AONIX		271410	271410	New Zealand	First Renewal	7/18/200
AONIX		109,612	109,612	Israel	First Renewal	1/10/200
AONIX		109,613	109613	Israel	First Renewal	1/10/200
AONIX		109,614	109614	Israel	First Renewal	1/10/200
AONIX MISC. DESIGN		75/172,867	2,285,855	U.S.	Declaration of Use Due	10/12/200
ACTIVADA		74/520,114	1,949,616	U.S.	Renewal & Section 8	1/16/200
AONIX		T97/00533C	T97/00533C	Singapore	First Renewal	7/18/200
AONIX		535/97	T97/00535Z	Singapore	First Renewal	7/18/200
AONIX		T97/00534A	T97/00534A	Singapore	First Renewal	7/18/200
AONIX		38149	434/14	Saudi Arabia	First Renewal	11/28/200
AONIX		38155	434/15	Saudi Arabia	First Renewal	11/28/200
AONIX		38152	434/16	Saudi Arabia	First Renewal	11/28/200
AONIX		206656	206656	Ireland, Republic of	Renewal Due	1/8/2007
AONIX		97/658.656	97/658.656	France	First Renewal	1/9/2007
AONIX		2120345	2120345	U.K.	First Renewal	1/9/2007
AONIX		97/00326	97/00326	South Africa	First Renewal	1/9/2007
AONIX		97/00327	97/00327	South Africa	First Renewal	1/9/2007
AONIX		97/00328	97/00328	South Africa	First Renewal	1/9/2007
AONIX		725393		Australia	First Renewal	1/10/2007
AONIX		00178/1997	443498	Switzerland	First Renewal	1/13/2007
AONIX		444414	444414	European Community	First Renewal	1/14/2007
AONIX		885.980	613.928	Benelux	First Renewal	1/17/2007
AONIX		2068635	2068635	Spain	First Renewal/Proof of Use	1/17/2007
AONIX		2068637	2068637	Spain	First Renewal/Proof of Use	1/17/2007
AONIX		MI97C000299	786263	Italy	First Renewal	1/17/2007
AONIX		284,506	556,547	Mexico	First Renewal/Proof of Use	1/17/2007
AONIX		284,508	556,549	Mexico	First Renewal/Proof of Use	1/17/2007
AONIX		284,507	556,548	Mexico	First Renewal/Proof of Use	1/17/2007
AONIX		97700441	164137	Russian Federation	First Renewal	1/17/2007
AONIX		131.965	131965	Greece	First Renewal	1/21/2007
AONIX		397 01 612.3	397 01. 612	Germany	First Renewal	1/31/2007
AONIX		2068635	2068635	Spain	3rd QQ Tax Due	1/31/2007
AONIX		2068637	2068637	Spain	3rd QQ Tax Due	1/31/2007
AONIX		00172/1997	01269/1997	Denmark	First Renewal	3/14/2007
AONIX LOGO		97/668,854	97668854	France	First Renewal	3/16/2007

EXHIBIT A

Mark	Class #	Appln #	Reg #	Country	Description	Due Da
AONIX		AM 149/97	169.918	Austria	Next Renewal	5/31/200
AONIX & DESIGN		335971	TM89244	Thailand	Renewal Due	6/9/200
AONIX & DESIGN		335972	SM7104	Thailand	First Renewal	6/9/200
AONIX & DESIGN		335973	SM7105	Thailand	First Renewal	6/9/200
AONIX		T199700121	207928	Finland	First Renewal	10/15/20
OBJECTADA & DESIGN		74/598.667	2.502.232	U.S.	Declaration of Use Due	10/30/20
AONIX		86002200	95259	Taiwan	First Renewal/Proof of Use	11/1/200
AONIX		30621	12748	Peru	Ren/Prf-Use Due	11/19/20
AONIX		30620	13391	Peru	Renewal/Prf-Use Due	1/23/200
AONIX		970005484	1147896	China	Renewal Due	1/27/200
AONIX		970005485	1149747	China	First Renewal	2/7/2008
AONIX		97-2148	410537	Korea, South	First Renewal	7/16/200
AONIX		97-596	46081	Korea, South	First Renewal	8/25/200
AONIX		86002199	00825630	Taiwan	First Renewal/Proof of Use	11/15/200
AONIX		9-4391	4232031	Japan	First Renewal	1/22/200
AONIX		97-309		Venezuela	First Renewal	2/26/200
AONIX		970220	196.667	Norway	First Renewal	3/25/200
AONIX MISC. DESIGN		75/172.867	2.285.855	U.S.	Renewal & Section 8	10/12/200
AONIX		9-4392	4329799	Japan	First Renewal	10/29/200
AONIX		9-4390	4344705	Japan	First Renewal	12/17/200
AONIX		292.788	292.788	Uruguay	First Renewal	5/8/2010
TELEUSE			2.004.103	Germany	Next Renewal	11/30/201
AONIX		819.791.342	891791342	Brazil	First Renewal	9/25/201
OBJECTADA & DESIGN		74/598.667	2.502.232	U.S.	Renewal/Section 8 Due	10/30/201
AONIX			EE970493	Tunisia	Next Renewal	3/25/2012
AONIX		833.272	TMA510.528	Canada	First Renewal	4/7/2014
AdaWorld	9	73769814	1563135	US		
Software Through Pictures	9	73724180	1535071	US		
RISCAda	9	74195464	1738102	US	Cancelled	6/14/1995
Raven		75382386		US		
Raven		75382389		US		
Raven SC		75382311		US		
Raven RT		75382388		US		
TeleUse		73834035	2237871	US		
Jade		76132821	<i>copy</i>	US		
Aonix		75138199		US		

EXHIBIT "A"
COPYRIGHT REGISTRATION CHART

SOFTWARE PRODUCT	REGISTRATION NUMBER
ADA PRODUCTS	
AdaWorld	TX-4-899-670; TX-4-983-786
RISCAda	TX-4-962-821; TX-4-977-614
ObjectAda	TX-4-943-137; TX-4-962-608
RAVEN	TX-4-959-146
TELEUSE	
Teleuse	TX-4-936-223; TX-4-955-104
SOFTWARE THROUGH PICTURES (StP)	
StP	TX-4-957-259; TX-4-999-431
Validator/Req	

EXHIBIT "A"
COPYRIGHTS

REGISTRATION NUMBER	REGISTRATION DATE	TITLE
TXU-571-570	05/10/93	STP/ISE4.2D
TXU-570-563	05/10/93	OOSD/ADA 1.3
TXU-570-562	05/10/93	OOSD/C++1.2
TXU-567-876	05/10/93	STP/IM 1.0.0
TXU-566-128	04/26/93	CDE1.1B
TXU-566-124	04/26/93	OOSD/C++1.2
TXU-566-125	04/26/93	OOSD/ADA 1.3
TXU-566-127	04/26/93	STP/CORE 1.0.0.0
TX2-249-125	1998 ASSIGNED TO IDE BY PROGRAMMING ENVIRONMENTS, INC. 4/17/93	VERIOUS ITEMS OF COURSEWARE
TXU-567-878	05/10/93	STP/CORE 1.0.0.0
TXU-566-126	04/26/93	STP/IM 1.0.0
TX2-686-691	11/6/89	ADATUNE
TXU-566-129	4/26/93	STP/ISE 4.2D